



**HAL**  
open science

## Les écoles marseillaises, lieux de lutte contre les inégalités.

Thomas Vaïsse

► **To cite this version:**

Thomas Vaïsse. Les écoles marseillaises, lieux de lutte contre les inégalités.. Inégalités et territoire(s), RURALITES; CITERES, Nov 2021, Tours, France. halshs-03864610

**HAL Id: halshs-03864610**

**<https://shs.hal.science/halshs-03864610>**

Submitted on 21 Nov 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Les écoles marseillaises, lieux de lutte contre les inégalités.**

Vaïsse Thomas

Doctorant à l'EHESS et au Centre Norbert Elias

Depuis près de dix ans, les écoles marseillaises sont régulièrement sous les feux des projecteurs. De nombreux articles et de nombreuses voix mettent en lumière leurs états dégradés dans les territoires au nord de la Canebière, artère principale du centre-ville et frontière géographique entre deux univers sociaux : d'un côté, les quartiers Nord et le Centre-ville, présentant tous les deux des taux de pauvreté, de chômage, de non-diplômés et de familles monoparentales bien supérieurs à ceux de la ville dans son ensemble. De l'autre, un sud plutôt bourgeois, bien que certaines « cités » y soient implantées

Durant cette dernière décennie, des collectifs se sont créés et se sont emparés des questions d'insalubrité dans les écoles, du manque d'enseignant ou d'ATSEM, des grèves dans les cantines, de la puissance de l'enseignement privé, du manque d'investissement public ou de l'environnement violent aux abords des écoles. S'il existe une multitude de raisons de s'organiser, c'est dans le contexte historique, dans les modalités et la définition de leurs actions collectives qu'ils sont arrivés à trouver les conditions de leurs créations.

D'une part, ces collectifs sont principalement actifs dans des territoires qui ont subi une désindustrialisation massive depuis les années 70 et une hausse du chômage qui a provoqué, en partie, la désaffiliation de ces populations. Selon Robert Castel, la désaffiliation est un processus de rupture avec une « société salariale », conséquence des transformations économiques en place depuis les années 70. Les travaux de Virginie Baby-Collin ou de Gwenaëlle Audren intègrent cette désaffiliation à un processus plus large de ségrégation sociospatiale actif sur l'ensemble du territoire urbain.

D'autre part, les travaux de d'Alain Touraine ont montré la nécessité de penser les actions collectives selon leurs relations à des finalités, des conflits et à des adversaires, et qui ne se configurent qu'à travers un travail de représentation qui agit dans et sur une arène publique. De fait l'ensemble des discours et des pratiques de ces collectif recontextualise leurs actions dans la configuration socio-territoriale de la ville, que j'ai présenté brièvement plus haut, en présentant certains territoires comme défavorisés par rapport aux autres, les services publics comme dégradés et les populations comme abandonnées ou méprisées. Il émerge dans ces luttes, une volonté d'agir de la part de populations touchées par des formes plus ou moins avancées de vulnérabilité, sur leurs propres conditions d'existence ou sur celles qu'elles fréquentent quotidiennement. Les conflits autour des écoles deviennent alors des moments de dénonciation des inégalités sociales et de luttes pour une plus grande égalité territoriale. De plus, un adversaire a été clairement défini : la municipalité de Jean-Claude Gaudin, figure de la droite marseillaise et maire entre 1995 et 2020. Les tensions autour des écoles se sont redéfinies à l'aune de l'opposition à cette majorité, émergeant comme centrales dans le débat public.

Après un mémoire de master réalisé sur ce sujet, ma thèse s'intéresse à comprendre comment l'action de ces collectifs, relayée par de nombreux médias, a fait émerger l'école comme une arène conflictuelle locale ? Comment la notion de « populaire » est redéfinie et mobilisée au travers de ces conflits ? Et en quoi ces différents éléments participent à la reconfiguration des dynamiques politiques locales ?

Dans une première partie, je présenterais ces collectifs qui intègrent les inégalités socioterritoriale aux questions scolaires ; puis je donnerais un aperçu de ma réflexion actuelle sur la notion de « populaire » ; enfin, je montrerais comment ces collectifs peuvent être des lieux de formation politique.

En 2013, DZ se crée avec la volonté de réunir autour de problématiques et de revendications communes les différents groupes professionnels et sociaux évoluant au sein de

l'école. Les conclusions sur l'état délabré de l'enseignement public à Marseille étaient déjà partagées, et la recherche d'unité vue comme un préalable pour créer un rapport de force plus favorable face aux pouvoirs publics, et en particulier la Mairie. Elle était déjà visée comme adversaire étant donné son rôle dans la gestion des écoles, d'autant plus que les élections municipales de 2014 arrivaient et que le collectif cherchait à mettre au centre des débats la question scolaire. Depuis, cette forme de rassemblement s'est multipliée, liant les différents groupes qui interagissent dans ce lieu, afin de discuter des problématiques générales qui les touchent, et de défendre des revendications unitaires, parfois en s'alliant, parfois en dépassant les différentes organisations syndicales ou associatives traditionnellement propre à chaque corps professionnel, parfois en s'opposant. Ces collectifs mobilisent autour de différentes questions et à différentes échelles.

Au niveau des écoles, différentes associations de parents d'élèves (APE) se sont créées et se sont réunies au sein du Mouvement des Parents d'Elèves du 13 (MPE 13). Elles s'investissent dans le quotidien des établissements et parfois, montent en généralité des problématiques locales pour les introduire dans le champ politique. Par exemple, lorsque les parents d'élèves et le personnel de l'école Ruffi, installés dans des préfabriqués depuis plusieurs années, comprennent que les promesses de délocalisation du groupe scolaire vers des bâtiments en dur dans une zone de réaménagement urbain ne seront pas tenues. L'APE transforme alors ses activités associatives en actions militantes contre Euroméditerranée, nom du projet de réaménagement, et la municipalité, dénoncés alors comme coupables de l'abandon des quartiers populaires, et le conflit devient une lutte contre la gentrification qu'elle perçoit dans cet espace. Leur lutte sera médiatisée, soutenue, et s'imposera même au Conseil municipal, portée par des élus d'opposition de l'époque.

Au niveau supérieur, on retrouve des collectifs de quartiers ou d'arrondissement, comme le Collectif des écoles de Castellane, les Minots de Saint Charles ou le Collectif des écoles

publiques du 3<sup>e</sup>. Ces trois collectifs se trouvent dans des zones désaffiliées, rassemblent des parents d'élèves, des enseignants ou des habitants engagés, et articulent la défense des écoles, la critique de leur manque de moyens et d'investissements publics, l'état délabré de certains établissements, à une dénonciation plus globale de la pauvreté, des trafics et de la violence qui existent dans ces espaces. Ils jugent les politiques publiques, publient des travaux de comparaison avec d'autres quartiers de Marseille pour prouver la différence de traitement entre eux, et agissent lors d'actions territorialisées pour répondre aux nécessités des familles les plus vulnérables et publiciser cet état de fait.

Enfin au niveau de la ville, des collectifs se spécialisent sur une question précise qui touche l'ensemble du territoire urbain. Le collectif contre les Partenariat Public Privé est une alliance entre des groupes très hétéroclites (syndicat d'architectes, de maçons, d'enseignants, de territoriaux, parents d'élèves, des partis politiques) contre la rénovation de 34 écoles via un Partenariat Public Privé. Ils sont arrivés, de par leurs réseaux et leurs activités judiciaires et médiatiques, à retoquer le projet municipal. Ce conflit a pris une dimension de défense du service public et de l'emploi local face à la mainmise des multinationales du bâtiment. De son côté, le Collectif des Ecoles de Marseille a recensé les problèmes et les doléances d'écoles à travers la ville pour en faire un condensé et un programme politique à destination des candidats aux élections municipales de 2020. Les listes de gauche et écologistes ont d'ailleurs repris leurs propositions.

Voici en quelques exemples, les différentes voies par lesquelles des collectifs organisés autour de l'école, se sont emparés depuis leurs lieux d'activité des questions d'inégalités socioterritoriale, de pauvreté et d'abandon de services publics, et se sont projetés dans l'arène politique comme acteurs conflictuels ou en négociation. D'autre part, ils ont procédé à un travail d'identification afin de faire groupe et agir sur leur propre représentation.

Ces collectifs et ces acteurs et actrices situent d'où ils viennent ou travaillent pour appuyer leurs revendications et donner du poids à leurs propos ; si les quartiers désaffiliés de la ville sont malheureusement connus pour des conditions de précarité parfois extrême, il se pourrait que l'utilisation régulière, dans les noms de collectifs, dans les discours, dans les actions, dans des organisations syndicales ou politiques, du terme de « populaire » soit un moyen, conscient ou non, de réunifier autour d'une dénomination commune des populations parfois très hétéroclites. Dans la lignée des travaux de Thompson, et plus proche de nous, de Béraud ou de Merklen, je propose de penser la construction du terme de « populaire » au travers des actions, des discours et des conflits d'un groupe social plutôt que par une définition précise de certaines de ses caractéristiques.

Si, dans une ère industrielle, la position dans l'appareil productif était le lieu de définition des classes et donc des conflits qui pouvaient les traverser, la désindustrialisation a éliminé ce lieu-là comme expliqué précédemment. En déplaçant le lieu d'identification et de conflits, je cherche donc à réfléchir aux nouvelles formes de production de classe ; c'est ici que le concept de politicité de Denis Merklen, définissant des actions et des discours qui visent la survie et la représentation de groupes sociaux dominés, prend tout son sens. Sur mon terrain, il me semble par exemple, que les luttes de l'école Ruffi dont j'ai parlé, a fait émerger tout un discours contre la gentrification, qui oppose d'un côté les anciens habitants du quartier, dites « classes populaires », aux nouveaux arrivants, perçus comme plus riches et favorisés. Ici ce ne sont plus directement des questions de places dans l'appareil productif qui agit, bien que les différences de CSP influent sur la situation, mais la question du vécu dans un quartier, d'une origine territoriale et socioculturelle. Dans les collectifs de collecte et de distribution de nourriture, la définition des classes populaires est également organisée sur des bases territoriales, réunissant des zones considérées comme abandonnées par les pouvoirs publics. Le lien entre ces quartiers et ces populations se trouve il me semble dans le manque d'affiliation

qui les caractérise, aussi bien dans le champ économique, politique et culturel. C'est un élément de recherche central de ma thèse actuelle.

Enfin le dernier point est l'influence de ces luttes dans l'émergence de nouvelles figures notables dans le paysage politique, issues de quartiers dits populaires ou travaillant en leur sein, et devenant des militants, des acteurs et actrices de l'arène publique à différentes échelles. Des parents d'élèves, surtout des mères, au travers leurs actions dans le MPE 13 ou le CEM sont devenus des interlocuteurs réguliers avec les acteurs politiques, maîtrisant les enjeux et les caractéristiques du champ scolaire, se formant à l'action militante, en organisant et en animant des réunions et des actions, en intervenant dans le débat public. Souvent inexpérimentés, ils découvrent le théâtre politique par le biais des écoles. De même que ceux qui ont été actifs pendant le confinement ont su développer tout un discours autour du ravitaillement dans les espaces désaffiliés, sur leurs manques de ressources et sur les difficultés d'accès et de réactivité de la part des institutions d'aide sociale. Le CEM a même proposé un ensemble de politiques publiques, articulant autonomie alimentaire, distribution aux plus vulnérables et emplois locaux. Le Collectif contre les PPP de leur côté est arrivé, grâce aux compétences et aux réseaux multiples en son sein, à bloquer un projet municipal juridiquement, ses membres se convertissant en experts sur la question des Partenariats Public Privé, capables de reporter, d'ailleurs, ces compétences dans d'autres champs que le scolaire.

Enfin, ces militantes et militants se retrouvent dans des organisations encore plus larges, des convergences entre différents collectifs, comme lors de Etats Généraux de Marseille ou au sein du Pacte Démocratique, qui ont donné un cadre pour développer une multitude de propositions politiques qui ont infusées dans l'arène publique locale, et ont influées sur le programme du Printemps Marseillais, au pouvoir depuis 2020. Ici nous retrouvons des éléments des travaux de Susana Narotzky, de Théodoros Rakopoulos ou encore Valeria Siniscalchi, qui montrent qu'une situation de crise reconfigure le rapport au monde et aux autres, crée des

espaces d'incertitude et permet de repenser son univers social. À l'inverse, le collectif influe sur les trajectoires des individus, sur leurs conceptions du monde, des autres et d'eux-mêmes. Ils se forment à de nouvelles pratiques, vivent de nouvelles expériences. Ici encore nous retrouvons des éléments de la notion de politicalité. En voulant aider à la survie des populations de territoires désaffiliés, ces collectifs ont projeté de nouveaux acteurs et de nouvelles formes d'actions dans l'espace public. Cette présence a influé sur la configuration sociale, alimentée par un constant travail de médiatisation et d'interpellation des pouvoirs publics en vue de défendre les conditions de vie et la citoyenneté des populations concernées

Il émerge donc de nouvelles arènes conflictuelles, au sein desquelles, les groupes sociaux vivant ou travaillant dans des quartiers désaffiliés agissent pour l'amélioration de leurs conditions d'existence, malgré leur vulnérabilité. Le quartier dans lequel ils habitent devient alors le lieu d'édification d'une identité commune. Certaines écoles sont ainsi devenues les catalyseurs de conflits et de négociations autour des conditions de vie et du droit à la ville de leurs habitants ; des problématiques du quotidien s'articulent avec des interactions conflictuelles entre classes sociales différentes, et font émerger ainsi une « politicalité populaire ». Une nouvelle génération de militantes et de militants a émergé dans l'arène pour porter ces revendications qui sont devenues centrales comme nous le prouve la victoire du Printemps Marseillais aux élections municipales de 2020 qui a fondé son alliance autour de ces questions et les multiples références d'Emmanuel Macron aux écoles, reprenant le constat qu'ils dressent depuis longtemps.

Bibliographie :



ALLARIA, Camille, MUCCHIELLI, Laurent et WEISS, Pierre-Olivier (2016) Évaluation d'une politique de sécurité La "méthode globale" des zones de sécurité prioritaires. In : MUCCHIELLI, Laurent et RAQUET, Émilie (dir.). *Délinquances, police, justice : enquêtes à Marseille et en région PACA*. Aix-en-Provence : Presses Universitaires de Provence, p. 167-188.

AUDREN, Gwenaëlle et BABY-COLLIN, Virginie (2017) Ségrégation socio-spatiale et ethnicisation des territoires scolaires à Marseille. *Belgeo*, n° 2-3.

BEN AYED, Choukri (2015) *La mixité sociale à l'école. Tensions, enjeux, perspectives*. Paris : Armand Colin.

BEN AYED, Choukri et MARCHAND, Francis (2019) *Regards croisés sur la socialisation. Contextes, générations, ethnicisation*. Limoges : Presses Universitaires de Limoges et du Limousin.

CASTEL, Robert (2003) Désaffiliation et affiliation en Europe occidentale. *Ateliers*, n° 26, p. 19-28.

CEFAÏ, Daniel (2007) *Pourquoi se mobilise-t-on ? Théories de l'action collective*. Paris : La Découverte.

CEFAÏ, Daniel et TROM, Danny (dir.) (2001) *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*. Paris : Editions de l'EHESS.

CHAMBOREDON, Jean-Claude (2015) *Jeunesses et classes sociales*. Paris : Éditions Rue d'Ulm.

CHAMBOREDON, Jean-Claude (2019) *Territoires, culture et classes sociales*. Paris : Éditions Rue d'Ulm.

DELL'UMBRIA, Alèssi (2006) *Histoire universelle de Marseille*. Marseille : Éditions Agone.

FOURNIER, Pierre et MAZZELLA, Sylvie (2004) *Marseille, entre ville et ports. Les destins*

*de la rue de la République*. Paris : La Découverte.

INSEE, Recensement de la population 2018, exploitations principales et complémentaires, Dossier complet Marseille 3<sup>e</sup>, Marseille 14<sup>e</sup>, Commune de Marseille.

LECHIEN, Marie-Hélène et SIBLOT, Yasmine (2019) « Eux/nous/ils »? Sociabilités et contacts sociaux en milieu populaire. *Sociologie*, n° 1, vol. 10.

MATTINA, Cesare (2016) *Clientélismes urbains : Gouvernement et hégémonie politique à Marseille*. Paris : Presses de Sciences Po.

MERKLEN, Denis (2009) *Quartiers populaires, quartiers politiques*. Paris : La Dispute.

MOREL, Bernard (1991) La Recomposition Marseillaise. *Vingtième Siècle. Revue D'histoire*, n° 32, p. 53-64.

NAEPELS, Michel (2018), *Dans la détresse, Une anthropologie de la vulnérabilité*. Paris : Editions EHESS

NAROTZKY, Susana et BESNIER, Niko (2014) Crisis, Value, and Hope: Rethinking the Economy. *Current Anthropology*, 55(S9), p. 4-16.

PERALDI, Michel et SAMSON, Michel (2005) *Gouverner Marseille : enquête sur les mondes politiques marseillais*. Paris : La Découverte.

PERALDI, Michel, DUPORT, Claire et SAMSON, Michel (2015) *Sociologie de Marseille*. Paris : La Découverte.

PUJOL, Philippe (2019) *La chute du monstre*. Paris : Éditions du Seuil.

BEROUD, Sophie, BOUFFARTIGUE, Paul, ECKERT, Henri et MERKLEN, Denis (2016) *Enquête des classes populaires, un essai politique*. Paris: La Dispute.

RAKOPOULOS, Theodoros (2018) Solidarity bridges: alternative food economies in urban Greece. *The Greek Review of Social Research*, n° 149 (B), p. 121-136.

RONCAYOLO, Marcel (2014) *L'imaginaire de Marseille : Port, ville, pôle*. Lyon : ENS

Éditions.

SINISCALCHI, Valeria (2019) Mobilization, activism and economic alternatives. In :  
CARRIER, James G (dir.) *A Research Agenda in Economic Anthropology*, p. 105-118. Edward  
Elgar.

TEMIME, Émile (1985) Marseille, Ville De Migrations. *Vingtième Siècle. Revue D'histoire*,  
n° 7, p. 37-50.